



PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens
Service du développement territorial
Bureau de l'aménagement durable

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Mise en demeure à l'encontre
de la société SARP Sud-Ouest-ECOPUR**

Commune de MAUBOURGUET

LE PREFET DES HAUTES-PYRENEES,

VU le livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1-I qui dispose que :

« 1. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé... »

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 1997 délivré à la société SA SARP, pour l'exploitation d'un centre de traitement de déchets gras sur le territoire de la commune de MAUBOURGUET ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant au profit de la SAS SARP Sud-Ouest, délivré le 24 juillet 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral complétant l'arrêté préfectoral du 12 mars 1997, en date du 29 décembre 2006 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2011 faisant suite à la visite d'inspection inopinée réalisée le 7 juillet 2011 du site de MAUBOURGUET exploité par la société SARP Sud-Ouest-ECOPUR ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2011 du site exploité par la société SARP Sud-Ouest-ECOPUR à MAUBOURGUET, l'inspection a constaté que certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2006 ne sont pas respectées notamment :

- l'installation de traitement des rejets atmosphériques (biofiltre) n'est pas exploitée et entretenue de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (gaz polluants et odeurs) ;
- l'ensemble des émissions atmosphériques n'est pas capté à la source, canalisé et traité ;

CONSIDERANT que les manquements et les conditions d'exploitation constatés lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2011 sont de nature à porter des atteintes graves aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il convient, conformément à l'article L.514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2006 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La Société SARP Sud Ouest ECOPUR, pour les installations de traitement de déchets gras qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MABOURGUET, est mise en demeure **sous un délai de 6 mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté de :

- concevoir, exploiter et entretenir les installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (gaz polluants et odeurs) conformément aux dispositions de l'article **3-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2006**,
- capter à la source, canaliser et traiter l'ensemble des émissions atmosphériques conformément aux dispositions de l'article **3-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2006**.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de MAUBOURGUET, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire de cette commune.

ARTICLE 4 : Délai et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant peut intenten un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) :

- gracieux, adressé au Préfet des Hautes-Pyrénées ;
- hiérarchique, adressé au Ministre chargé des installations classées.

Dans les deux cas, le silence de l'administration vaut décision de rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

L'exploitant peut également présenter un recours contentieux contre cette décision, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte administratif lui a été notifié, auprès du Tribunal Administratif sis Villa Noulibos, 50, cours Lyautey – B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

ARTICLE 5 :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
M. le Maire de la commune de MAUBOURGUET,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à:

- M. le Directeur de la Société « SARP SUD-OUEST ECOPUR » ;

- pour information, à :

- Mme le Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- M. le Commandant de groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 3 août 2011



LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL